

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2025-010698 relatif au projet **de construction d'une volière à toiture photovoltaïque sur un parcours avicole à Guénin (56)**, déposé par l'EARL Lenvaud, reçu le 17 décembre 2026 et considéré complet le 6 mars 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 30° Ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés au sol » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation d'une volière agrivoltaïque incluant une surface de panneaux de 17 650 m², correspondant à un taux de couverture de la parcelle de 28 %, d'une hauteur au faîtage de 5,29 m et d'une hauteur au point bas de 2,8 m, avec un inter-rang de 17 m et d'une capacité de production électrique totale de 4,28 MWc, sur un parcours d'élevage de 8,95 hectares ;
- raccordement au réseau électrique public ;

- plantation de 25 pommiers en limite nord de la parcelle agricole ;
- tel que décrit en annexe ;

Considérant la localisation de ce projet :

- au sein du parcours de volailles, sur une parcelle déclarée comme prairie permanente selon le registre parcellaire graphique (RPG) de 2024 ;
- sur une parcelle située en zone agricole, classée Aa par le plan local d'urbanisme (PLU) de Guénin (56), approuvé le 27 mars 2017 et dont la dernière procédure date du 28 mars 2024 ;
- à environ 20 m du périmètre de protection de la Croix de Kerofret, inscrit au titre des monuments historiques ;

Considérant que :

- la surface couverte dépasse le taux de 20 % préconisée par l'institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), au-delà duquel la productivité de la parcelle située sous les panneaux photovoltaïques est notablement affectée, ce qui constitue une incidence vis-à-vis des enjeux agricoles et remet potentiellement en cause le maintien d'une activité agricole durable sur le périmètre ;
- l'effet des panneaux photovoltaïques sur les cortèges floristiques sous-jacents, ainsi que leurs effets induits sur les pollinisateurs et sur les autres espèces de la chaîne alimentaire, seront à appréhender, et que des mesures d'évitement, de réduction et de compensation le cas échéant devront être proposées en cas d'impacts résiduels notables constatés ;
- la contribution du projet à la lutte contre le changement climatique, via une justification de son bilan carbone et des mesures de réduction des émissions des gaz à effet de serre, devra être détaillée ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de construction d'une volière à toiture photovoltaïque sur un parcours avicole à Guénin (56)** doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Article 2

L'évaluation environnementale aura pour objectifs spécifiques de répondre aux éléments d'analyse ci-dessus motivant la présente décision. Au-delà de ces objectifs spécifiques, l'étude d'impact, qui constitue le rapport d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, devra démontrer la maîtrise de l'ensemble de ces incidences, de manière proportionnée, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
#signature#

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

Le recours est à adresser via la plateforme NOVAe, accessible à :
evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr

ou par courrier à

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

Mme la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.

2025-010698 – construction d'une volière à toiture photovoltaïque à Guénin (56) 4/4

{anneedossier}-{nodossier} – {intituleoperation} 4/4